

Journées Parlementaires

25 et 26 Septembre 1991

Intervention de Pierre Mauroy

Mes chers collègues,

Rarement des journées parlementaires se seront déroulées dans une période aussi difficile, reconnaissons-le. Ces difficultés, chacun les mesure. Vous venez de passer plusieurs semaines dans vos circonscriptions. Vous avez entendu les préoccupations de vos électeurs. Cette inquiétude, puisqu'il faut bien le dire ainsi, nous la ressentons. Elle est aussi celle de nos militants.

Des militants qui loin d'être passifs ou en désarroi comme on le dit parfois attendent au contraire, de notre part, encore plus d'offensive, encore plus de résolutions, encore plus de détermination. C'est en tout cas le message que j'ai entendu ces jours derniers, venant d'horizons différents du Parti.

Dans les temps difficiles, il importe de garder la tête froide. C'est à nous qui sommes aux responsabilités et notamment à nous les parlementaires, de faire face et de retrouver le langage de la mobilisation.

Mobilisation bien sûr, contre l'offensive de la droite. Cette offensive est sans précédent, mêlée à trop d'hypocrisie et menée sur tous les fronts, même si elle cache mal les divisions et surtout les désaccords sur l'essentiel.

Que signifie, en France en 1991, d'être de droite ? Est-ce inéluctablement subir l'attirance des idées extrémistes de Monsieur Le Pen, boussole dérégulée montrant toujours la direction vers où il ne faut pas aller, celle de l'exclusive, du rejet de la différence, de l'inégalité comme philosophie de société ?

Beaucoup de Français sont comme vous et moi, comme les Socialistes. Ils ne parviendront pas à imaginer à la tête de l'Etat ces hommes politiques qui vont dans les "odeurs" et "l'invasion" chercher les ingrédients d'une alliance qu'ils n'ont pas la franchise d'affirmer autrement.

Ce débat concerne la droite, il est d'ailleurs engagé, et il aura des conséquences lourdes et inévitables. Viendra nécessairement le moment où il faudra bien choisir entre la majorité de progrès et de mouvement ou les conservateurs couverts des archaïsmes et des avanies de l'extrême-droite.

Mobilisation aussi pour affronter les temps nouveaux. Le monde change. Et le bouleversement de la donne mondiale n'en est sans doute qu'à son commencement.

De même, un cycle industriel s'achève et nous entrons dans une économie qui échappe pour une large part aux systèmes d'analyse traditionnels.

Raison de plus pour résister à l'air du temps !

Il est de bon ton aujourd'hui de prendre la politique, les partis politiques, les hommes politiques pour cibles. De les impliquer dans des mises en scène médiatiques qui ne répondent pas aux préoccupations des électeurs !

Or, c'est précisément dans les grands moments de mutation que la société a besoin d'une réflexion et pour tout dire d'un projet que seul le débat politique est en mesure de lui fournir. Nous répondrons à cette exigence avant la fin de l'année, et notre congrès extraordinaire sur le Projet sera vraiment exceptionnel et pèsera lourd sur la suite.

La France est une grande puissance. Elle s'appuie sur des valeurs de civilisation respectées et souvent imitées. Son industrie est forte et son économie en ordre. Nous oublions quelquefois de le dire, autorisant par là même ce climat de déprime, qui amène des Français à penser que la France d'aujourd'hui est malade.

Beaucoup de Français peuvent avoir la tentation de l'irrationnel, emportés par le déferlement d'événements mondiaux qui conduisent par exemple, devant la disparition du modèle communiste, à prévoir le déclin du socialisme qui sort vainqueur d'un combat idéologique mené pendant soixante dix ans.

C'est à nous, Socialistes de réagir et de résister à deux tentations : l'oubli et le repli.

La première tentation serait d'oublier ce que nous avons fait. Or, nous avons un bilan. Nous n'avons aucune raison d'en rougir. Nous pouvons en être fiers ! En dix ans nous avons profondément transformé ce pays.

Et si François Mitterrand n'avait pas été élu en 1981, il est certain que les Français auraient subi ce que les Britanniques ont enduré en onze ans de gouvernement Thatcher : l'effondrement du système de santé, l'affaissement des services publics et la paupérisation des couches les plus défavorisées de la société. Bilan contre bilan, le nôtre soutient aisément la comparaison.

La seconde tentation serait la critique permanente ou pire encore le raidissement et le repli sur nous mêmes. L'image que les Socialistes ont toujours voulu donner d'eux mêmes est celle de la prise en compte des vrais problèmes, de la dynamique des idées, de la lucidité et de la responsabilité.

Nous ne pouvons être ceux qui en permanence portons la critique contre nous-mêmes. L'heure viendra bientôt où nous devrons défendre notre bilan. Nous serons jugés sur notre capacité à expliquer l'action du gouvernement et non sur notre capacité à le critiquer, sur notre bilan collectif, et non sur nos démarcations personnelles.

Le gouvernement d'Edith Cresson est en place. Il est notre gouvernement. Nous le soutenons, et j'ajoute que nous en sommes bien plus que solidaires : nous en sommes co-responsables. C'est en tout cas la manière dont les Français voient les choses.

Depuis 81 la même logique sociale a présidé à l'action des différents gouvernements dirigés par les socialistes. Ces acquis sont aujourd'hui préservés et même développés, parce que, dans le même temps nous avons su gérer sérieusement l'économie.

Mon gouvernement a réalisé les grands changements que vous connaissez. Celui de Laurent Fabius a assuré la modernisation industrielle et financière . Celui de Michel Rocard a engagé une action d'envergure en faveur des plus déshérités et n'oublions pas qu'en 1989 et 1990, le pouvoir d'achat a augmenté chaque année de plus de 3 %.

Et je ne vois pas pourquoi la nécessité de gérer sérieusement l'économie deviendrait aujourd'hui un obstacle au développement de la logique sociale qui a toujours été la nôtre.

Le problème est toujours le même : en 36, nous avons fait de grandes réformes et nous avons été contraints d'abandonner le pouvoir ; avec François Mitterrand, nous avons eu la durée, et il faut bien prendre les moyens nécessaires pour consolider nos réformes.

Sur les nationalisations, par exemple, le débat ne doit pas nous diviser. Les nationalisations, nous les avons faites, elles ont réussi, elles ont joué un rôle considérable dans le développement industriel des dernières années, même si certaines ont aujourd'hui des difficultés.

Face aux enjeux mondiaux, les nationalisations ont protégé notre industrie contre une internationalisation agressive qui serait allée contre nos intérêts. Et la menace est de plus en plus grave.

Le maintien d'un secteur public fort est plus que jamais nécessaire pour assurer les intérêts de l'industrie à long terme.

Aussi, aucun d'entre nous ne propose-t-il de privatiser. Les Socialistes sont pour la société d'économie mixte, fondée notamment sur un secteur public financier et industriel.

Ce secteur public doit disposer des moyens de son développement, et dans ce cadre-là l'introduction de capitaux privés est un atout que nous n'avons pas à négliger.

Poser le problème en termes de "tout ou rien", ce serait refuser que ces entreprises où nous devons rester majoritaires, aient le droit à la respiration et à l'expansion ; ce serait les figer dans un carcan qui ne correspond à aucun intérêt économique ; ce serait oublier que, pour les socialistes, dès l'origine, la nationalisation à 100% n'était pas un dogme.

Il faut exiger aussi que l'argent ainsi disponible ne soit utilisé comme "argent de poche" pour monnayer des difficultés passagères. L'évolution des nationalisations sur la forme et sur le fond ne doit pas mettre en cause l'intérêt supérieur de la nation et le bien-fondé de notre action socialiste.

Nous abordons avec le Budget un débat difficile. Il s'agit non pas du dernier exercice budgétaire avant les législatives de 1993, mais d'un budget dont les implications électorales sont évidentes. Je crois que nous n'avons pas à nous masquer derrière des faux-semblants. Ce budget, il est naturellement décisif pour notre avenir.

Evidemment, nous aurions souhaité des hypothèses économiques plus souriantes. Nous voudrions une croissance au rendez-vous. Mais nous devons nous en tenir aux faits, étant entendu que de bonnes nouvelles ne sont jamais à exclure.

Nous avons accepté l'économie de marché. Il ne s'agissait pas d'une clause de style. En cas de difficultés conjoncturelles il est indispensable de prendre des mesures adaptées. Mais il ne faut pas intervenir comme si l'on en était encore à remettre en cause l'économie de marché.

Je note d'ailleurs qu'aucune voix dans nos rangs ne s'est levée pour critiquer l'équilibre général du budget tel que le gouvernement nous le propose.

Pour autant, le Parti et le groupe devront comme il est normal, faire entendre leur voix dans le débat. Notre attachement à l'économie de marché ne doit pas nous conduire à je ne sais quelle orthodoxie qui aurait un label qui n'est pas le nôtre, mais s'il le faut, à une rigueur aussi limitée possible et au service de notre dessein social. Tout cela entre dans le cadre du dialogue normal entre le gouvernement, le groupe parlementaire, et le Parti. Et il est normal de critiquer, amender, proposer.

Si des problèmes apparaissaient - et il en apparaîtra - il appartiendrait au Bureau exécutif de les trancher, comme il est d'usage.

Le gouvernement s'apprête à prendre des dispositions nouvelles pour lutter contre le chômage. Le Premier Ministre aura l'occasion d'évoquer ce sujet cet après-midi même. Je suis sûr de me faire l'interprète de tous les socialistes en préconisant de l'ambition, de l'audace, de l'innovation.

Si le chômage ne peut être dominé à terme par l'action économique, il ne faut pas hésiter à avoir recours à une action de caractère social.

Face à une situation exceptionnelle, nous revendiquons, oui nous revendiquons, des mesures exceptionnelles. Et je ne doute pas que le gouvernement répondra à cette attente. Quelles que soient l'origine et les conditions du chômage, il est toujours un drame humain qu'il nous faut respecter.

Plus encore, le chômage est d'abord et avant tout un traumatisme pour les individus, un déchirement pour le tissu social. C'est l'injustice la plus criante, il est la contradiction majeure d'un gouvernement de gauche. La politique adoptée pour le vaincre est une contribution à l'avancée de nos propres idées socialistes.

Ce débat sur la politique économique, il est naturel et indispensable que nous l'ayons. Je crois avoir défini l'esprit de la démarche des socialistes qui exclut polémique et surenchère.

Il vous appartiendra pendant ces deux journées de donner un contenu à cette démarche.

*

* *

J'ajouterai quelques mots sur l'actualité internationale et le débat politique.

Quelques mois après la guerre du Golfe, le fameux consensus sur la politique étrangère a laissé place à de violentes critiques contre le Président de la République .

Je veux le dire ici : le président de la République peut compter sur un soutien clair et entier du Parti Socialiste. Plus les difficultés seront grandes, plus ses décisions seront primordiales. Certains veulent l'accabler parce qu'il serait en retard sur l'histoire.

Il est trop rapide ce procès contre le Président de la République. Il n'entreverrait l'avenir qu'au travers du passé, entend-on. L'importance des enjeux impose tout de même davantage de prudence de la part de nos adversaires.

Dès le début la France a été favorable à l'unification allemande. Mais elle s'est inquiétée des frontières de ce nouvel état qui bien évidemment étaient différentes de celles d'avant-guerre.

Dès le début, la France a soutenu les révolutions des pays de l'Est, mais elle s'est aussi préoccupée de leur devenir et les risques étaient grands.

Dès le début, la France a soutenu l'indépendance des pays baltes. Mais il aurait été irresponsable de pousser ces peuples à rechercher par la force l'indépendance qu'inévitablement l'histoire allait leur accorder, mais qui pouvait dans un premier temps être noyée dans le sang.

Dès le début, la France a soutenu la pérestroïka et la démocratisation en Union Soviétique. Mais elle s'est inquiétée des risques de dislocation de l'empire, et de dislocation d'un centre avec toutes les conséquences en matière économique et nucléaire .

Dès le début, la France a cherché à intégrer les pays de l'Est dans un système économique et politique unificateur. Mais elle sait l'irréalisme qu'il y aurait à promettre à ces pays l'entrée rapide dans une Communauté avec les déséquilibres que ces adhésions engendreraient pour nos propres systèmes de production, - notamment pour l'agriculture - et pour les systèmes de production des Etats nouveaux adhérents.

Les attaques de la droite sont excessives et outrées, dans cette matière comme dans les autres. Mais à la différence de la politique intérieure, elles ont un effet dangereux car elles affaiblissent finalement l'image internationale de la France. Il n'y a jamais eu de consensus en matière de politique étrangère. Rappelez vous les débuts de la guerre du Golfe. La droite n'était pas derrière le Président de la République. Mais il a fallu le verdict des événements pour qu'elle reconnaisse son soutien à François Mitterrand.

Quelques mots maintenant sur le débat politique.

La cohésion de la démocratie est-elle menacée ? Je ne crois pas que nous ayons intérêt à dramatiser sur ce thème.

Mais il est vrai que nous sommes entrés dans un nouvel âge où les média ont une influence de plus en plus considérable tandis que les institutions intermédiaires cherchent , souvent sous la critique excessive, voire scandaleuse, le sens de leur propre action.

Ceci est vrai pour les partis politiques comme pour les syndicats et une partie du secteur associatif.

Nous sommes préoccupés de l'abstention massive que nous constatons, dimanche après dimanche. Je crois que ce processus a des racines profondes. La vérité est que la politique a été salie d'une manière inacceptable. Gardons-nous de ceux qui entretiennent l'illusion que la démocratie fonctionnerait mieux sans sa classe politique.

Nous, Socialistes, avons toujours eu et conservons le souci de la morale politique. Nous avons voulu la clarté et nous ferons la clarté, quelles que soient les circonstances. Nous avons voulu la loi sur le financement des partis politiques, il est essentiel que tout le monde soit informé de son application. Nous avons voulu la commission d'enquête et nous maintenons cette volonté, pour que la vérité éclate : toutes les formations politiques sont concernées par le financement des partis et des campagnes électorales. L'assumer est une attitude honnête qui mérite le respect, le nier est une attitude hypocrite que les Français doivent condamner.

Et il faudra aller plus loin encore. J'accepte tout de la politique, sauf que l'honnêteté soit mise en cause à tort et à travers. Je pense que nous devons franchir un nouveau pas, ainsi que le Président de la République l'évoquait lors de sa récente conférence de presse.

Aujourd'hui des dispositions strictes existent sur le patrimoine des élus, mais ne sont pas publiques, sauf pour le Président de la République. Je souhaite donc que nous prenions la décision de rendre effective la publicité du patrimoine de l'ensemble des élus concernés par le dispositif actuel.

J'ajoute que nous devrions profiter de cette proposition de loi, dont je souhaite qu'elle soit débattue au cours de cette session, pour élargir la liste des élus concernés, à ceux des collectivités territoriales dans des conditions qui seront précisées.

La démocratie, c'est aussi une règle du jeu cohérente, juste, acceptée par les formations politiques et les électeurs. On a beaucoup parlé, ces derniers temps de réformes du mode de scrutin sans être capables, à la demande du Parti, de les faire aboutir. Je crois cependant que nous n'avons pas épuisé ce débat tant il est au coeur du fonctionnement de la démocratie. Il concerne tous les citoyens et non pas les seuls élus comme je l'entends ci et là. A l'exception des municipales, l'abstention est devenue massive aux élections locales. C'est la sanction de l'opinion à l'égard d'un système qui a vieilli et que nous n'avons pas suffisamment retouché pour tenir compte de la décentralisation. Qui pourrait le nier ? Toutes les formations politiques ont déposé, souvent dans le même sens des propositions de réforme dont beaucoup s'inspirent du scrutin municipal.

Je considère comme essentiel que ce problème soit reposé et effectivement débattu à l'exception de ce qui est malheureusement prévu pour mars 1992.

Je propose que l'ensemble des formations politiques représentées au parlement sachent se retrouver pour fixer en commun les grandes règles du jeu démocratique. Elles le peuvent sans doute. Ce serait en tout cas un signe de vitalité de notre démocratie que parvenir à nouer ces contacts. J'en prend l'initiative en leur écrivant dès la clôture de ces journées parlementaires.

J'en viens pour terminer aux problèmes du Parti Socialiste. Les événements imposent que nous précisions notre stratégie. Nous devons à nos militants un discours responsable, et si fin de l'année nous tenons ce congrès extraordinaire, il sera aussi l'occasion de mieux définir notre stratégie.

Je souhaite que l'on s'entende bien sur la stratégie : qu'il n'y ait pas ceux qui insinuent qu'ils veulent remettre en cause le rassemblement à gauche, ni ceux qui s'enferment dans le repli.

Les communistes doivent évoluer, c'est certain. Mais rien n'implique que nous devions remettre en cause nos accords.

Depuis longtemps, la majorité présidentielle est une dynamique. France Unie s'organise, nous aurons sans doute à rediscuter avec eux dans les prochains jours. Les Ecologistes constituent une force décisive dont une partie se tourne vers nous au second tour.

Brice Lalonde a fait un excellent travail au sein du gouvernement dans le cadre de la majorité présidentielle. Nous aurions tout à perdre à des jeux d'ambiguïté qui ne ramènent aucun électeur mais en exaspèrent beaucoup.

L'écologie représente pour longtemps une aspiration politique que les grands partis peuvent prendre en charge largement dans leurs programmes, et qui a aussi l'ambition d'exister par elle-même.

C'est vrai, notre mode de scrutin législatif ne permet pas aujourd'hui de refléter cette sensibilité. Dans ce domaine, nous avons expérimenté tout et le contraire de tout, la proportionnelle et le scrutin d'arrondissement. La réflexion devrait nous conduire à imaginer un mode de scrutin qui fasse une part aux minorités.

Depuis quelques mois, le Parti Socialiste a retrouvé de sa cohésion. L'esprit de juillet lui a permis de passer des caps difficiles, notamment dans ses relations avec les communistes. Cet esprit nous permet d'avancer dans l'élaboration du Projet qui sera un moment très important pour notre avenir immédiat et futur.

Mais cette cohésion nous devons maintenant la mettre au service du combat électoral. Nous allons affronter les régionales et les cantonales dans des conditions très difficiles que le Parti Socialiste n'a pas voulues. Mais il faudra les mener. Pas un de nous ne devra y manquer. Peut être la bonne surprise sera-t-elle au bout du chemin. En tout cas, ce chemin nous devons le parcourir.

La session qui s'ouvre sera une étape essentielle. Elle dépend de nous. Ou bien nous saurons développer une démarche constructive, ou bien nous descendrons fatalement la pente qui mène à l'échec. Aucune échéance électorale n'est écrite d'avance. Mais nous, nous avons la volonté de vaincre et nous avons les atouts pour réussir. Beaucoup dépendra de notre détermination et de notre cohésion.